



A.T.



J.J.T.



D.W.

## LA REVOLUTION FRANCAISE

Denis Woronoff, Alain Texier, Jean-Jacques Tur

Mardi 18 avril 1989

Mardi 18 avril, pour fêter son dixième anniversaire, le C.D.I. a reçu **Denis Woronoff**, agrégé d'histoire, directeur de recherches au CNRS, **Alain Texier**, docteur en droit et maître de conférence à la faculté de droit de Limoges, ainsi que **Jean-Jacques Tur**, agrégé d'histoire et de géographie, professeur au Lycée Florent Schmitt de Saint-Cloud, pour débattre sur la **Révolution française**.

Emile Brichard explique les raisons du choix de la conférence-débat de ce jour : "demander à des professeurs d'histoire et de droit de traiter, avec sérieux et talent, de la Révolution française en cette année du Bicentenaire, en évitant les banalités et les gadgets dont nous avons été, jusqu'ici essentiellement abreuvés".

Puis il passe la parole à **Jacques Gautier**, Maire de Garches, qui se félicite de voir la salle comble : près de 400 personnes, membres – pour la plupart du C.D.I. – mais aussi quelque 70 élèves du lycée Florent Schmitt de Saint-Cloud, venus apporter un soutien "rafraîchissant et sympathique" à leur professeur **Jean-Jacques Tur**, animateur du débat de ce jour. Après avoir offert à chacun des conférenciers un livre illustré sur "Garches et son histoire", Jacques Gautier leur passe la parole.

\*

\* \*

**Jean-Jacques Tur** - La Révolution française est une période-clef de notre histoire où le sublime cotoie l'immonde. Depuis deux siècles, les Français ne cessent de s'y référer, souvent pour y trouver l'acte de naissance de la France contemporaine, parfois pour en dénoncer les excès sanglants. Sur un tel sujet, il est difficile de prétendre à l'objectivité. C'est plutôt à la sérénité qu'il faut recourir pour essayer d'aller au fond des choses. Et d'abord, premier thème de réflexion : la Révolution de 1789 ne pouvait-elle éclater que cette année-là, et pas bien avant ou un peu après ? Autrement dit :

### la Révolution est-elle le fruit du hasard ou de la nécessité ?

**Alain Texier** - Le hasard et la nécessité n'existent pas en politique, je dirais plutôt que la Révolution française marqua la fin d'une époque et le début d'une autre. Elle eut, à mon avis, trois grandes **causes** : une lassitude certaine envers les **inégalités**, une aspiration aux "**Lumières**", et enfin un facteur déclenchant : la mauvaise **conjoncture** économique et financière des années 1787-1789. Les révolutions ne sont jamais nécessaires !

**Denis Woronoff** - Pouvait-on faire l'économie de la Révolution ? Et, d'autre part, **le déroulement de la Révolution était-il nécessaire** ? Autrement dit, est-ce que les massacres de septembre, la Terreur, Thermidor et Brumaire étaient inscrits dans la réunion des Etats Généraux ? Je ne le crois pas. Certes, toutes les conditions étaient réunies pour qu'il y ait un changement brutal : toute crise économique grave engendre nécessairement des révoltes. D'autre part, il y avait frustration des bourgeois qui revendiquaient savoir et pouvoir... On peut dire qu'en **1789, il y a assez de combustible, s'il y a une étincelle, pour faire une révolution**. Les prélèvements non économiques sur les produits de la terre, au profit des seigneurs et du Clergé, avaient beaucoup diminué, mais ils n'en étaient pas moins insupportables... Et puis, il y a un événement massif qui a **radicalisé** la Révolution, en prétextant les nécessités de la défense nationale : **la guerre**, qui fut quasi-permanente de 1792 à 1799.

**J.J.T.** - Nous allons maintenant passer au second thème :

### Ruptures et continuité

**D.W.** - Depuis quelques années, on a tendance à gommer le tournant révolutionnaire dans un mouvement large : 1780-1830 environ. Or la décennie 1789-1799 fut marquée par de nombreuses **volontés de rupture** : le calendrier républicain, la décision de débaptiser des villes, la déchristianisation et surtout le transfert de souveraineté du roi au peuple. Mais, en même temps, il y a énormément de **continuité** dans la Révolution : fortunes, familles et hiérarchies ont été reconstituées ; **la majorité de la population reste rurale et paysanne**.

Prenons un exemple technique mais qui me paraît éclairant : routes et fleuves de France étaient couverts de péages ; l'Ancien Régime en avait aboli près de 4 000 sur 6 000 ; mais ce faisant, il avait ainsi légitimé les 2 000 qui restaient et qui étaient très chers à racheter. La Révolution, en les abolissant purement et simplement, les déclara par là même illégaux et illégitimes. En pratique, elle n'a donc supprimé que deux fois moins de péages que l'Ancien Régime. Mais juridiquement, elle a réalisé une véritable rupture.

**A.T.** - La Révolution est, par définition, une **rupture par rapport à l'ordre ancien des choses**. Mais elle est, en outre, un vaste ensemble de ruptures. **On est passé d'une société d'ordres à une société de classes**. La rupture avec l'Ancien Régime a été plus proclamée que réalisée : **"les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droit"**, certes... et pourtant, on voit naître un véritable racisme laïque de l'Eglise (sécularisation des biens du Clergé ; Constitution Civile du Clergé à laquelle il faut prêter serment !). La Révolution a été une **série de ruptures** (chute de la royauté, Thermidor, Brumaire...) puis on a vu réapparaître la continuité sous-jacente. Robespierre disait déjà "La Révolution risque de se terminer avec un sabre !". Ce ne sont pas exactement les mêmes qu'avant 1789 qui exercent le pouvoir après 1799, mais **la Révolution**, malgré la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, **n'a pas établi une véritable égalité**.

**J.J.T.** - Ne peut-on pas trouver, dans la **Déclaration d'Indépendance des Etats-Unis** du 4 juillet 1776, l'embryon de certains articles de la Déclaration française des Droits de l'Homme ? Notre collègue Jacques Godechot avait exposé jadis une thèse, dite de la "révolution atlantique", selon laquelle il y avait une continuité évidente entre la Révolution américaine et la Révolution française.

**D.W.** - Il y a certes, une continuité intellectuelle. Mais Godechot lui-même a abandonné cette vision d'un "fil rouge planétaire" qui se serait déroulé sur un siècle et demi, et qui aurait fait éclater des révolutions d'abord en Amérique, puis en France, puis dans le reste de l'Europe (Italie, Allemagne), pour aboutir à Octobre 1917 en Russie... et pourquoi pas à la prise du pouvoir par Mao et les communistes en Chine ? **La Révolution française**, c'est indéniable, **s'est exportée** : en Belgique, sur la rive gauche du Rhin, et jusqu'en Italie. Mais sa cause, ou plutôt l'une de ses causes profondes, réside moins dans l'imitation d'un "modèle" étranger que dans la **réaction nobiliaire** qui atteint un paroxysme en 1781...

**J.J.T.** - ... Lorsqu'on décide, avec les ordonnances de Ségur, que, pour pouvoir bénéficier de l'ensemble des privilèges nobiliaires, il faudra prouver "**quatre quartiers de noblesse**", c'est-à-dire avoir ses quatre grands-parents nobles de naissance.

**D.W.** - C'est cela... La Déclaration des Droits de l'Homme est une prophétie politique. Même si, par exemple, l'**esclavage**, aboli en 1794 à la demande de l'abbé Grégoire et de Robespierre, a été rétabli par Napoléon Bonaparte (alors Premier Consul) en 1802, et définitivement supprimé seulement en 1848, à l'initiative de Victor Schoelcher. Il est évident que l'**égalité forcée n'est pas la liberté retrouvée**. De même en ce qui concerne les **rapports de l'Eglise et de la Révolution**, c'est devenu une rupture, mais au départ il s'agissait plutôt d'un "aggiornamento", d'une mise en conformité ; puis il y eut des malentendus qui s'aggravèrent, pour aboutir à une volonté d'anéantissement.

**A.T.** - Avant de revenir sur ce problème des relations entre l'Eglise et la Révolution, je voudrais rappeler quelque chose que l'on oublie trop souvent. On dit que, sous l'Ancien Régime, les nobles ne payaient pas d'impôts. C'est faux : ils payaient l'**impôt de sang**. Et d'autre part, l'Ancien Régime avait trouvé un système pour "recycler" ce que l'argent pouvait avoir de "sale" : la **vénalité des charges** ; en quelque sorte, on faisait payer les impôts avec plaisir. Ce n'est qu'au XVIIIème siècle, et en particulier après les ordonnances de Ségur, évoquées précédemment par mes excellents confrères, que s'est développé l'**exclusivisme nobiliaire**. On peut dire ainsi que la noblesse a creusé sa fosse commune avec ses propres dents.

J'en viens aux rapports de la Révolution avec l'Eglise catholique. Je voudrais rappeler que la **Constitution Civile du Clergé** – qui date du 12 juillet 1790, donc d'une époque où il n'y avait pas encore eu les fameux "dérapages" qu'on évoque si souvent – prévoyait une **rupture totale avec Rome** : par exemple, les évêques devaient être désormais sacrés non plus par le Pape, mais par l'évêque métropolitain. Je pense que, **fondamentalement, l'Eglise et la Révolution ne pouvaient pas s'entendre**. Le Révolution a sciemment cherché un point de rupture avec l'Eglise catholique. Pourtant, la Déclaration des Droits de l'Homme affirmait que "**toutes les opinions sont libres, y compris les opinions religieuses**" !

**D.W.** - Je ne suis pas d'accord ! Je ne peux pas accepter une remarque aussi globale. N'oublions pas que, depuis plus de deux siècles, le **gallicanisme** manifestait une volonté d'autonomie de l'Eglise de France. A partir de 1789 – et même auparavant – il y avait dans celle-ci des éléments qui souhaitaient que l'Eglise rajeunisse, qu'elle se renouvelle, ce que j'ai appelé tout à l'heure un "aggiornamento". Il n'y avait pas, dans le personnel révolutionnaire, que des prêtres défroqués ou des excités ne connaissant de Diderot ou de Voltaire que les aspects les plus caricaturaux de leur anticléricalisme. Certes, ce courant existait, et il s'est manifesté au cours de la Révolution par des mariages forcés entre prêtres et religieuses, par des processions sacrilèges, et par une volonté de **déchristianisation**. Mais l'ensemble du personnel révolutionnaire ne peut être assimilé à cette tendance.

**J.J.T.** - Je crois que nous sommes passés insensiblement à notre troisième thème :

### La Révolution fut-elle un échec ou un succès ?

Il est bien évident que tout dépend du côté duquel on se place...

**D.W.** - La Révolution a-t-elle été une **catastrophe économique** ? Il ne faut pas exagérer, comme l'ont hélas fait certains de nos confrères depuis quelque temps. La Révolution n'est pas un complot, ni un caprice, mais la **fillette d'une crise** de la société et de l'économie. Ce n'est que sous le **Consulat**, vers 1802-1804 que l'on a tout juste rattrapé les volumes de production d'avant 1789. La **crise agricole** fut grave mais elle concerne davantage les échanges de production : c'est surtout le **problème des subsistances dans les villes** qui causa ce qu'on nomme à l'époque des "émotions" populaires, c'est-à-dire des émeutes. L'abolition de certains droits et usages communautaires fit que la pression paysanne, qui n'était plus endiguée, mit à mal les espaces forestiers, dont la production diminua globalement de 15 %... Et puis, tout n'est pas noir dans le temps : il y a une **conjoncture**. A la fin du **Directoire**, vers 1797-1799, on assista à une certaine stabilisation : le gouvernement avait la volonté d'améliorer les choses. On commençait à sélectionner les races bovines et ovines, on développait l'industrie du coton et aussi la chimie, grâce à certains savants. **Le bilan est contrasté selon les régions** : les régions lyonnaises et parisiennes ont incontestablement gagné par rapport aux régions littorales et singulièrement aux ports (Bordeaux, Nantes, Marseille)...

**J.J.T.** - ... En raison de l'**écroulement du grand commerce maritime**... Et pour vous, Alain Texier, le bilan de la Révolution française est-il positif ou négatif ?

**A.T.** - Je dirais qu'on peut parler d'échec et de succès. Il faut se poser trois questions. D'abord, **à quelle époque se place-t-on ?** En 1789, il est indéniable que l'on est en présence d'un très gros succès, même si le texte voté le 26 août 1789 fut davantage une **déclaration** qu'une mise en oeuvre des Droits de l'Homme et du Citoyen. A partir de 1791, c'est beaucoup moins net. Les mises à l'écart commencent, bientôt relayées par de véritables **persécutions** contre les ecclésiastiques, les émigrés,... et leurs sympathisants !

En second lieu, **de qui parle-t-on ?** Certes, la Révolution fut globalement un succès pour les bourgeois, pour certains paysans (les "laboureurs"), ou encore pour les gens qui ont pu faire des études plus longues pour devenir fonctionnaires, sans être brimés par la barrière généalogique. Mais **trois catégories n'ont pas profité de la Révolution**, et c'est un euphémisme : les **femmes**, les **esclaves**, et les **ouvriers**. Vous avez sûrement entendu parler d'**Olympe de Gouges**, qui fut condamnée à mort par le Tribunal Révolutionnaire "pour avoir outragé les vertus propres à son sexe" : elle avait en effet rédigé une **Déclaration des Droits de la Femme et de la citoyenne** dont l'article 10 précisait que "puisque la femme a le droit de monter à l'échafaud, elle doit avoir celui de monter à la tribune" ! Alors permettez-moi de vous dire que si **la France est le pays des droits de l'Homme, elle n'est certainement pas celui des droits de la Femme !**

... En ce qui concerne les esclaves, rappelons que si nous avons aboli l'esclavage en 1794, c'était surtout pour essayer de déstabiliser l'Angleterre qui, elle, l'avait maintenu. Car, en fait, une partie du personnel révolutionnaire avait besoin de l'esclavage qui était le fondement de sa richesse; et Barnave lui-même déclarait : "il ne faudrait quand même pas que les nègres s'imaginent qu'ils sont des êtres humains !"... Enfin les ouvriers furent, quant à eux, victimes de la **loi Chapelier** (1791) qui interdit les "coalitions" c'est-à-dire à la fois le droit de grève (qui ne sera reconnu qu'en 1864), les syndicats (qui ne seront autorisés qu'à partir de 1884) et les associations sans but lucratif (pour lesquelles il faudra attendre la loi de 1901).

Quelques mots encore : **de quoi parle-t-on ?** Je prendrai un seul exemple : le rôle de la Révolution en matière d'architecture ; les destructions ont été si nombreuses et ahurissantes que l'abbé Grégoire a dû inventer un néologisme, le "vandalisme". En contrepartie, bien sûr, comment oublier que c'est à la Révolution que nous devons le musée du Louvre, celui des monuments français, ou encore les Archives Nationales, ô combien précieuses pour les chercheurs que nous sommes... Alors, pour globaliser ma réponse, je vous dirai : sur le moment, la Révolution, ça a été dur ; mais aujourd'hui, c'est franchement bien !

**J.J.T.** - Denis Woronoff pourrait embrayer directement sur le quatrième thème :

### Les héritages

**D.W.** - Oui... La tournure du débat risque de m'entraîner sur la défense de l'esclavage des Noirs, des femmes et des ouvriers, ce qui n'est évidemment pas mon sentiment ! Je ne suis pas ici comme citoyen mais comme historien... C'est un fait, **la Révolution a mis près de deux siècles à s'accomplir**. "Une révolution est toujours prématurée" disait Rosa Luxembourg. C'est-à-dire qu'elle anticipe.

Certains ont dit que **tout est en germe dans l'an II...** C'est vrai, les grands gagnants, ce sont les **bourgeois**. Mais des millions de **paysans** ont accédé à la (petite) propriété, grâce à cette gigantesque confiscation que fut la vente des biens nationaux. Cela a retardé l'exode rural et donc la création d'un nombreux prolétariat ouvrier. Je ne dis pas que cela est bien ou mal. Je remarque simplement que cela n'a fait qu'aggraver le retard industriel de la France sur la Grande-Bretagne pendant plus d'un siècle. De ce point de vue, **la Révolution fut conservatrice**. La révolution agricole date de Monsieur Pisani, il y a un quart de siècle...

J'en viens aux **héritages**. La Révolution a structuré le débat politique depuis deux siècles : les **libéraux** et les **conservateurs** du XIX<sup>ème</sup> se définissent par rapport à la Révolution. **Jaurès** disait : "Si je siégeais à la Convention, je serais aux côtés de Robespierre". D'autres pourraient être dans le bocage vendéen, ou à Coblenz... Je dois vous avouer que je suis étonné par le fait que la célébration du Bicentenaire nous montre beaucoup de chaleur. **François Furet** déclarait, il y a quelques années : "La Révolution française est un objet refroidi" ! A l'époque, j'avais moi-même dit et écrit que nous ne serions probablement que quelques érudits à débattre de la Révolution à l'occasion de son bicentenaire : je me rejouis de voir qu'il n'en est rien ! Je voudrais cependant insister sur deux points, qui me paraissent contestables. D'une part, une **volonté d'unanimité**, qui fait qu'on évite de s'interroger sur ce qui dérange, de peur de gêner et de choquer : ce n'est peut-être pas la meilleure façon de mener un débat démocratique et civilisé. D'autre part, **on concentre toutes les célébrations en 1989**, dans doute pour éviter une saturation, Jean-Pierre Chevènement, a décidé de célébrer cette année, les 20 et 21 septembre, la bataille de **Valmy** et la proclamation de la **Première République** : mais ces deux événements ont eu lieu en **1792**, et c'est donc leur 197<sup>ème</sup> anniversaire et non leur bicentenaire que l'on célébrera ! En outre, puisqu'on voudrait faire de "89" l'année symbole de l'unanimité, du consensus comme on dit de nos jours, le choix n'est pas judicieux : n'oublions pas la prise de la Bastille, la Grande Peur, le retour mouvementé de la famille royale de Versailles à Paris le 6 octobre. On aurait mieux fait de choisir **1970** : cette année-là eut lieu le 14 juillet, la **Fête de la Fédération**.

**J.J.T.** - C'est d'ailleurs cette Fête de la Fédération, et non la prise de la Bastille un an plus tôt, que célèbre notre **Fête Nationale**, chaque année depuis 1880.

**D.W.** - Effectivement ! Enfin, remarquons que **la gadgétisation de l'évènement** déborde. Il y a certes beaucoup d'inventivité et c'est fort sympathique : multiples logos, pièces de théâtre, plantations d'arbres de la liberté. Mais cela a **deux inconvénients** : la réflexion critique est étouffée, et on ne débat pas sur l'avenir des idées que la Révolution nous a léguées.

**A.T.** - Au risque d'être terre à terre, je voudrais revenir brièvement sur **l'agriculture**. L'émiettement des propriétés est dû à la confiscation des biens nationaux et à la suppression du droit d'aînesse. Certes, mais aussi au fait que l'on n'a pas su faire une agriculture de qualité : le **remembrement** n'a vraiment commencé que depuis quelques années.

Plaçons-nous maintenant sur un plan plus politique. Nous avons un acquis évident de la Révolution : les notions de "**droite**" et de "**gauche**". Mais cette opposition est en train de disparaître. On voit s'affirmer le courant écologiste, malgré les diverses tentatives de récupération dont il est l'objet de la part de tous les gouvernements qui se sont succédé depuis une quinzaine d'années.

Permettez-moi de terminer par une anecdote et une **protestation**. Au cours d'un récent carnaval, dans ma bonne ville de Limoges, j'ai vu un char surmonté d'une guillotine. Je m'élève vigoureusement contre cette tendance qui consiste à transformer en objet de dérision un tel engin de mort !

**J.J.T.** - ... Vous remarquerez que je ne vous ai pas coupé... ! Avant de donner la parole au public pour nourrir notre débat, je voudrais rappeler que depuis deux siècles, la plupart des **nouvelles droites** qui sont apparues sont d'**anciennes gauches**. Un cas célèbre est celui du **parti radical** : à son origine, dans les années 1830, il était le plus révolutionnaire, le plus "à gauche" car il voulait changer radicalement (comme son nom l'indique) la société et la vie politique. Puis il a été débordé par les socialistes vers la fin du XIXème siècle avant de devenir, entre 1900 et 1939, le pivot de notre démocratie parlementaire, le parti sans lequel une majorité n'était pas possible : parfois seul au pouvoir, mais le plus souvent allié soit avec la Droite dans des gouvernements d'Union Nationale, soit avec les Socialistes comme au temps du Front Populaire. Après 1945, il fut le seul à souhaiter le retour aux institutions d'avant-guerre : il est ainsi devenu un parti "croupion", ceci dit sans aucune animosité ni contre ses membres, ni contre leurs idées. Et il s'est même partagé, au début des années 1970, entre des "radicaux de gauche" (le M.R.G.), attirés dans la mouvance socialiste, et des "radicaux valoisien" englobés depuis 1978 dans la confédération de l'U.D.F. Une récente tentative de fusion, annoncée en 1988 par François Doubin et André Rossinot, semble pour le moment au point mort.

Il nous reste environ trois quarts d'heure pour débattre avec vous. N'hésitez pas, dans vos questions – que nous souhaitons courtes et précises afin qu'elles soient nombreuses – à être pugnaces et à faire sortir les intervenants de leurs gonds !



## DEBAT

\*\*\*

Une dizaine de **questions** ont pu être posées concernant les thèmes suivants :

- La vente des **Biens nationaux** fut-elle une catastrophe ?
- Pourquoi se croit-on obligé de **célébrer la Révolution** tous les 50 ans ?
- Peut-on parler d'**opinion publique** dans les années 1789-1799, alors que la plupart des Français étaient, à l'époque, **analphabètes** ? (A cette question, il fut répondu qu'il ne faut pas oublier les "sociétés de pensée et les **clubs** – en particulier celui des **Jacobins** qui avait des succursales en province – qui permettaient de prendre connaissance de l'actualité, parfois avec plusieurs semaines de retard).
- Quelles furent les incidences **démographiques** de la Révolution ?
- Peut-on préciser les liens entre **la Révolution américaine** et la Révolution française (le mot "**convention**" étant effectivement d'origine anglo-saxonne) ?
- Pourquoi voulut-on déclarer **la guerre en 1792** alors que la France n'était pas prête ? (Parce que les **Girondins**, alors au gouvernement, voulaient "exporter" les idées révolutionnaires, tandis que **Louis XVI** pensait – en faisant la politique du pire – qu'une défaite des armées françaises lui permettrait de retrouver la plénitude de son pouvoir d'avant 1789. Seul, **Robespierre**, qui faisait la même analyse que le roi, osa s'élever avec vigueur et détermination lorsqu'il fut à son tour au pouvoir un an et demi ou deux ans plus tard).
- **La nationalisation des hôpitaux et des services de santé** n'a-t-elle pas souvent abouti à un recul par rapport à la situation de la fin de l'Ancien Régime puisque le Clergé a été dessaisi de ces tâches sociales ?
- La Révolution s'est-elle faite contre la hiérarchie ecclésiastique ou contre le peuple chrétien ? Même si les anticléricaux virulents étaient minoritaires, la **déchristianisation** n'a-t-elle pas été profonde ? (A cela, il fut répondu qu'on est passé, en deux siècles, d'un catholicisme majoritaire mais largement subi, à un catholicisme minoritaire (en ce qui concerne la pratique régulière) mais beaucoup plus conscient, profond et en plein renouveau).
- Peut-on évoquer rapidement le **soulèvement vendéen**, qui fut dû essentiellement à la **levée en masse** ? (Là encore, les conférenciers ont tenu à ramener cet événement à ses justes proportions. Certes, il y eut des massacres et des exagérations dans les deux camps – un film comme "**Vent de Galerne**" en porte témoignage – mais on ne peut parler, comme l'ont fait certains, de "**génocide franco-français**" !).

- Peut-on imaginer que, **si Louis XVI avait agi différemment**, on aurait pu faire l'économie de la Révolution ou tout au moins de ses aspects les plus négatifs ? (A cette question de "politique-fiction", Alain Texier a répondu que certains ont même envisagé la mort de Louis XVI le 13 juillet 1789, à la suite d'une chute de cheval dans le parc de Versailles !).

## CONCLUSIONS DES CONFERENCIERS

\* \* \* \* \*

**Alain Texier -**

Je voudrais lancer, par votre intermédiaire, un appel solennel au gouvernement. Il est encore temps de compléter judicieusement les cérémonies du Bicentenaire en organisant une **fête du souvenir** au cours de laquelle on pourrait commémorer tous les morts de la Révolution, à quelque camp qu'ils aient appartenu.

**Denis Woronoff -**

**La Révolution, c'est à la fois ce que nous partageons et ce qui nous partage.** On ne sait pas grand-chose de sûr et de sérieux sur cette période essentielle de notre Histoire, si ce n'est que nous en avons reçu la **souveraineté nationale**, l'**égalité civile** et, j'ose dire, même si mes racines russes m'ont plongé qu'assez récemment dans le terreau français, le **patriotisme**.

**Jean-Jacques Tur -**

Je ne sais pas si nous avons révolutionné le débat... Mais j'espère que nous avons su, devant vous, pendant près de deux heures et demie, vivre la devise républicaine. En effet, nous nous sommes exprimés en toute **liberté** ; nous avons essayé de respecter, dans nos temps de parole, une certaine **égalité** ; et surtout, nous allons continuer à parler, entre nous et avec vous à bâtons rompus, en toute **fraternité**.

\*

\* \*